



Siège social : 61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie

Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00

Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01

## **Association ISFEC AFAREC IDF Sainte-Geneviève**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2023

#### **MAZARS**

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux  
comptes à directoire et conseil de surveillance – société inscrite sur la  
liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de  
Versailles

SIEGE SOCIAL : 61 rue Henri Regnault, 92400 Courbevoie

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

## **Association ISFEC AFAREC IDF Sainte-Geneviève**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 39 rue Notre Dame des Champs 75006 Paris

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2023

A l'Assemblée Générale de l'Association ISFEC AFAREC IDF Sainte-Geneviève,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ISFEC AFAREC IDF Sainte-Geneviève relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il était prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Fait à Paris La Défense, le 27 février 2024

Jérôme EUSTACHE

Associé

## Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2022 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	37 749	37 749			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions	106 435	62 307	44 128	50 897	- 6 769
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 514	897	1 617		1 617
Autres immobilisations corporelles	176 470	140 670	35 799	56 111	- 20 312
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes	1 728		1 728		1 728
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	61		61	61	
Prêts					
Autres					
<b>TOTAL (I)</b>	<b>324 957</b>	<b>241 624</b>	<b>83 334</b>	<b>107 069</b>	<b>- 23 735</b>
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	1 236		1 236	8 392	- 7 156
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	301 645	550	301 095	299 834	1 261
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	85 249		85 249	10 503	74 746
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	4 081 500		4 081 500	3 798 231	283 269
Charges constatées d'avance	31 290		31 290	41 059	- 9 769
<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 500 920</b>	<b>550</b>	<b>4 500 370</b>	<b>4 158 019</b>	<b>342 351</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>4 825 877</b>	<b>242 174</b>	<b>4 583 703</b>	<b>4 265 088</b>	<b>318 615</b>

## Bilan(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2022 (12 mois)	Variation
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	698 913	698 913	
. Fonds propres complémentaires	99 092	99 092	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<b>Réserves</b>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	2 705 022	2 158 919	546 103
. Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	334 836	546 103	- 211 267
Situation nette (sous total)	3 837 863	3 503 027	334 836
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>3 837 863</b>	<b>3 503 027</b>	<b>334 836</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
<b>TOTAL (II)</b>			
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	328 617	330 750	- 2 133
<b>TOTAL (III)</b>	<b>328 617</b>	<b>330 750</b>	<b>- 2 133</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	248 322	251 029	- 2 707
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	150 923	154 871	- 3 948
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	3 512	9 212	- 5 700
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	14 466	16 200	- 1 734
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>417 223</b>	<b>431 312</b>	<b>- 14 089</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>4 583 703</b>	<b>4 265 088</b>	<b>318 615</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
<b>Engagements donnés</b>			

## Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2022 (12 mois)	Variation	%
<b>Produits d'exploitation</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	1 995 613	1 832 139	163 474	8,92
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 588 632	1 591 772	- 3 140	-0,20
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	228	196	32	16,33
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	15 962	20 383	- 4 421	-21,69
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	74 738	75 172	- 434	-0,58
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>3 675 173</b>	<b>3 519 661</b>	<b>155 512</b>	<b>4,42</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 263 968	1 110 428	153 540	13,83
Aides financières	4 300	5 500	- 1 200	-21,82
Impôts, taxes et versements assimilés	20 798	21 386	- 588	-2,75
Salaires et traitements	1 399 966	1 221 625	178 341	14,60
Charges sociales	610 096	542 809	67 287	12,40
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	37 479	33 241	4 238	12,75
Dotations aux provisions	12 981	38 241	- 25 260	-66,05
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	3 701	6 424	- 2 723	-42,39
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>3 353 288</b>	<b>2 979 653</b>	<b>373 635</b>	<b>12,54</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>321 885</b>	<b>540 008</b>	<b>- 218 123</b>	<b>-40,39</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	2 169	784	1 385	176,66
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>2 169</b>	<b>784</b>	<b>1 385</b>	<b>176,66</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (IV)</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>2 169</b>	<b>784</b>	<b>1 385</b>	<b>176,66</b>



## ISFEC AFAREC IDF SAINTE-GENEVIEVE

Clôture du 31/08/2023

	Exercice clos le 31/08/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2022 (12 mois)	Variation	%
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)</b>	<b>324 054</b>	<b>540 792</b>	<b>- 216 738</b>	<b>-40,08</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	10 788	5 310	5 478	103,16
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>10 788</b>	<b>5 310</b>	<b>5 478</b>	<b>103,16</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	6		6	N/S
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>6</b>		<b>6</b>	<b>N/S</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>10 782</b>	<b>5 310</b>	<b>5 472</b>	<b>103,05</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	3 688 130	3 525 756	162 374	4,61
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 353 294	2 979 653	373 641	12,54
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>334 836</b>	<b>546 103</b>	<b>- 211 267</b>	<b>-38,69</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Dons en nature	236 476	263 290	- 26 814	-10,18
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
<b>Total</b>	<b>236 476</b>	<b>263 290</b>	<b>- 26 814</b>	<b>-10,18</b>
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole	236 476	263 290	- 26 814	-10,18
<b>Total</b>	<b>236 476</b>	<b>263 290</b>	<b>- 26 814</b>	<b>-10,18</b>

## Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2023 dont le total est de 4 583 703,23 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 334 836,00 €, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/09/2021 au 31/08/2022.

## Sommaire

Description de l'objet social, des activités et des moyens mis en œuvre .....	7
Règles et méthodes comptables.....	8
Changements de méthode.....	9
Informations complémentaires pour donner une image fidèle .....	9
Faits marquants de l'exercice .....	10
Evènements postérieurs à la clôture.....	10
Etat des immobilisations .....	11
Etat des amortissements.....	12
Etat des provisions.....	13
Etat des échéances des créances et des dettes .....	14
Produits et avoirs à recevoir.....	15
Charges à payer et avoirs à établir .....	15
Charges et produits constatés d'avance.....	15
Honoraires des Commissaires aux Comptes.....	16
Effectif moyen .....	16
Fonds associatifs et réserves.....	16
Ressource de l'organisme.....	17
Décomposition des actions par finalité .....	17

## Description de l'objet social, des activités et des moyens mis en œuvre

L'association ayant pour titre « ISFEC AFAREC IDF Sainte Geneviève » est une association loi 1901 déclarée à la Préfecture de police de Paris le 24 juillet 1980 (N°RNA : W751054886). Elle est dotée de la personnalité morale depuis sa création au Journal Officiel le 6 août 1980.

L'association a pour objet la réalisation d'actions de formation initiale ou continue. Dans ce cadre, elle assure notamment, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires :

- L'administration et la gestion de l'Etablissement d'Enseignement Supérieur Libre déclaré selon la loi de 1875 à la Chancellerie des Universités, reconnu par l'autorité canonique catholique compétente et dénommé « Institut supérieur de Formation de l'Enseignement catholique d'Ile-de-France (ISFEC IDF) ».
- L'administration et la gestion de l'Organisme de Formation Professionnelle continue de l'Enseignement Catholique d'Ile de France, reconnu par l'autorité canonique catholique compétente et dénommé « association pour la Formation, l'Animation, la Recherche dans l'Enseignement Catholique en Ile-de-France (AFAREC-IDF) ».

L'ISFEC AFAREC IDF Sainte-Geneviève est un Etablissement d'enseignement supérieur régulièrement déclaré.

C'est un institut de formation de l'Enseignement catholique assurant la professionnalisation des enseignants et des personnels des établissements privés (cf. Le statut de l'Enseignement Catholique, Art. 96).

La tutelle de l'ISFEC AFAREC IDF Sainte Geneviève est exercée par le délégué territorial à la tutelle de la formation.

Dans le respect du statut de l'Enseignement catholique en France publié le 1er juin 2013, notamment les articles 91 à 101 et de la Charte de la Formation de l'Enseignement catholique adoptée le 12 mars 2005, l'Association recrute un directeur et son président lui délègue les obligations d'ordre administratif, matériel ou financier de l'Association, nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

L'ISFEC AFAREC IDF Sainte-Geneviève accompagne les professionnels tout au long de leur carrière :

- Il prépare les futurs enseignants à leur mission. Les professeurs découvrent avec l'ISFEC AFAREC IdF la contribution spécifique de l'Enseignement catholique au service public d'éducation.
- Il accompagne les étudiants, suppléants, professeurs stagiaires dans leur parcours de formation et leur entrée dans le métier.
- Il propose une formation continue des enseignants et du personnel de droit privé en poste, sous l'autorité du chef d'établissement.
- Il assure la formation initiale des chefs d'établissement de l'Enseignement catholique d'Ile de France et du 1er degré et 2nd degré en partenariat avec l'Ecole des Cadres Missionnés.

L'offre de l'ISFEC AFAREC IDF Sainte Geneviève est pensée pour répondre aux besoins très divers des différents profils intervenant dans le milieu scolaire.

L'ISFEC AFAREC IDF Sainte Geneviève propose des formations tenant compte des enjeux pédagogiques, didactiques, sociétaux ainsi que des problématiques rencontrées par chacun de ces corps de métier.

Il collabore avec les chefs d'établissement. Il peut les aider à mettre en œuvre, au sein de leur structure, des projets pédagogiques, éducatifs, pastoraux qui leur sont propres.

Depuis septembre 2013, l'ISFEC AFAREC IDF Sainte Geneviève, l'ISFEC LaSalle Mounier et l'ISP-FE ont créé un réseau d'établissements d'enseignement supérieur : l'ESCAMÉ (École Supérieure Catholique des Métiers de l'Enseignement).

Les ressources de l'association se composent principalement :

- Des rémunérations pour services rendus et généralement de toutes subventions et recettes autorisées par la loi ;
- Des crédits de formation versés par l'État ou les collectivités territoriales.

## Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), qui a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016, en tenant compte des dispositions prévues dans le règlement ANC 2018-06 applicable aux associations et fondations modifié par le règlement ANC 2020-08 relatif aux comptes annuels de personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

#### **Immobilisations décomposables :**

La décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.

#### **Immobilisations non décomposables :**

Bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

#### **Amortissements de l'actif immobilisé :**

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique prévue :

Logiciels informatiques	de 3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	de 3 à 5 ans
Agencements, aménagements et installations	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Matériel et mobiliers de salles de cours - Multimédia	de 3 à 5 ans
Mobilier de bureau	de 3 à 5 ans

### **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## Informations complémentaires pour donner une image fidèle

### *Provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques et charges sont détaillées dans l'état des provisions joint en annexe.

Conformément au règlement 2000-06 du comité de la réglementation comptable, les provisions pour risques et charges comptabilisées correspondent à des passifs nettement précisés quant à leur objet que des événements en cours à la clôture de l'exercice rendent probables dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, un passif représentant une obligation à l'égard d'un tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Il s'agit essentiellement des risques et charges suivants :

#### **Provisions pour indemnité de départ à la retraite :**

Une provision est dotée au titre des engagements en matière d'indemnité de fin de carrière accordés par l'association à ses salariés permanents.

Ces avantages sont provisionnés dans les comptes sur la base d'une évaluation actuarielle qui consiste à évaluer pour chaque salarié, la valeur actuelle des avantages auxquels ses états de service lui donneront droit à la date prévue conformément aux modalités fixées par la convention collective et sur la base d'un départ volontaire à la retraite des salariés qui souhaiteraient faire valoir leurs droits à compter de 65 ans, en intégrant des hypothèses d'actualisation financière, de mortalité, de rotation du personnel.

L'association comptabilise l'accroissement de l'engagement sur l'exercice en résultat d'exploitation.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux de rotation du personnel : 90% entre 20 et 30 ans, 50% entre 30 et 40 ans, 20% entre 40 et 50 ans et 0% au-delà de 50 ans
- Taux d'actualisation : 3,8%
- Table de taux de mortalité : Insee 2007
- Taux moyen de charges patronales : 50%

Le montant des engagements provisionnés en comptabilité à la clôture de l'exercice s'élève à 176 024 Euros.

#### **Autres provisions pour risques et charges**

L'association a comptabilisé une provision pour charges correspondant aux travaux de sécurité et d'accessibilité du site recevant du public dans le cadre du dossier administratif en cours avec la Préfecture de Police représentant un coût total de 152 593 euros selon les estimations et devis.

Au cours des dernières années, les adaptations dues à la crise COVID, la réforme du Master et de la formation initiale ont mobilisé l'équipe de direction. Les travaux correspondants avaient dû être différés.

A ce jour, l'établissement a sollicité l'intervention d'un architecte pour l'accompagner dans les étapes de réalisation du projet et le suivi des travaux afin de garantir la conformité aux normes en vigueur.

### **Comptabilisation du bénévolat :**

En application du règlement ANC n° 2018-06 (article 431-10), les contributions volontaires en nature correspondant aux temps de décharges de services consacrés par les formateurs et institutionnels mis à disposition de l'ISFEC AFAREC IDF Sainte Geneviève ont fait l'objet d'un décompte des interventions effectuées au titre de leur engagement individuel de décharge, d'une valorisation et d'une comptabilisation, compte tenu de leur importance sur l'activité économique de l'entité.

Le taux horaire de valorisation retenu correspond au montant horaire de rétribution habituels des interventions selon qu'il s'agit d'heures de cours, d'animations, de visites, de direction ou de suivi de mémoire, de formation ERGAPE, augmenté d'un taux moyen de charges de 43%.

S'agissant du personnel permanent mis à disposition par l'Education Nationale, les contributions apportées à l'institut sont valorisées au montant de la rémunération chargée prise en charge par son administration d'origine.

Le montant des contributions a été comptabilisé, au débit et au crédit, au pied du compte de résultat pour un montant total de 236 476 €, dans la rubrique « Contributions volontaires en nature ».

### **Rémunération des dirigeants**

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés, de l'association, se sont élevés à 0 euro.

Les membres du conseil d'administration de l'association sont bénévoles et ne perçoivent à ce titre ni rémunération, ni avantages en nature.

## **Faits marquants de l'exercice**

Les règles de calcul et de répartition de la subvention initiale par secteur ont été validées pour l'année universitaire 2022-2023 par le comité financier de la formation initiale composé de représentants du SGEC, de l'UNISFEC et de FORMIRIS. Ce nouveau mode de financement prend en compte :

- Les nouveaux parcours de formation avec l'ouverture d'un diplôme universitaire (DU) pour les lauréats à mi-temps du 1<sup>er</sup> (PES) et du 2<sup>nd</sup> degré (CAFEP) en formation ;
- La création des nouveaux parcours pour les lauréats à temps plein du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> degré ;
- Les schémas de mutualisation des parcours des étudiants et lauréats du 2<sup>nd</sup> degré et de financement des groupes disciplinaires.

## **Evènements postérieurs à la clôture**

Néant

## Etat des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation	Acquisitions
<b>Frais d'établissement, recherche et développement</b>			
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>37 749</b>		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	106 435		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	756		1 758
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	166 487		9 982
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			1 728
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>273 679</b>		<b>13 468</b>
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	61		
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>61</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>311 489</b>		<b>13 468</b>

IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin d'exercice
	Poste à poste	Cession ou mise rebut	
<b>Frais d'établissement, recherche et développement</b>			
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>			<b>37 749</b>
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			106 435
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 514
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			176 470
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			1 728
<b>Total immobilisations corporelles</b>			<b>287 147</b>
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			61
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>Total immobilisations financières</b>			<b>61</b>
<b>TOTAL</b>			<b>324 957</b>

## Etat des amortissements

AMORTISSEMENTS	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Sortis et reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>37 749</b>			<b>37 749</b>
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	55 539	6 769		62 307
Installations techniques, matériel et outillages industriels	756	141		897
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	110 376	30 295		140 670
Emballages récupérables et divers				
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>166 670</b>	<b>37 204</b>		<b>203 874</b>
<b>TOTAL</b>	<b>204 420</b>	<b>37 204</b>		<b>241 624</b>

AMORTISSEMENTS	Dotations aux amortissements			Amort. dérogatoire	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	6 769				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	141				
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	30 295				
Emballages récupérables et divers					
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>37 204</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>37 204</b>				



## Etat des provisions

PROVISIONS	Début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Fin de l'exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>				
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations	178 157	12 981	15 113	176 024
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	152 593			152 593
<b>TOTAL Provisions</b>	<b>330 750</b>	<b>12 981</b>	<b>15 113</b>	<b>328 617</b>
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	1 124	275	849	550
Autres dépréciations				
<b>TOTAL Dépréciations</b>	<b>1 124</b>	<b>275</b>	<b>849</b>	<b>550</b>
<b>TOTAL</b>	<b>331 874</b>	<b>13 256</b>	<b>15 962</b>	<b>329 167</b>
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		13 256	15 962	
- financières				
- exceptionnelles				

## Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	550	550	
Autres créances clients	301 095	301 095	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 974	1 974	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	11 982	11 982	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	72 529	72 529	
Charges constatées d'avance	31 290	31 290	
<b>TOTAL</b>	<b>419 420</b>	<b>419 420</b>	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	248 322	248 322		
Personnel et comptes rattachés	46 191	46 191		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	94 451	94 451		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	10 281	10 281		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 789	2 789		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	14 466	14 466		
<b>TOTAL</b>	<b>416 500</b>	<b>416 500</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

## Produits et avoirs à recevoir

Produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant TTC
<b>Immobilisations financières</b>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<b>Créances</b>	
Créances clients et comptes rattachés	174 508
Autres créances (dont avoirs à recevoir...)	13 956
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	
<b>Disponibilités</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>188 464</b>

## Charges à payer et avoirs à établir

Charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	145 758
Dettes fiscales et sociales	55 564
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir)	669
<b>TOTAL</b>	<b>201 991</b>

## Charges et produits constatés d'avance

Désignation	Charges	Produits
Charges et Produits d'exploitation	31 290	14 466
Charges et Produits financiers		
Charges et Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>31 290</b>	<b>14 466</b>

## Honoraire des Commissaires aux Comptes

Honoraire des commissaires aux comptes	Montant
- Honoraire facturés au titre du contrôle légal des comptes	11 200
- Honoraire facturés au titre des conseils et prestations de services	

## Effectif moyen

L'effectif moyen en équivalent temps plein employé par l'association sur l'exercice s'élève :

	Personnel salarié	Total ETP
<b>Salariés permanents</b>		<b>16.95</b>
Dont		
<i>Directrice, Adjoints de Direction et cadre administrative</i>	5,00	
<i>Responsables de Formation &amp; formateurs</i>	3,90	
<i>Ingénieur numérique</i>	1,00	
<i>Documentaliste</i>	1,00	
<i>Assistants de formation</i>	6.05	
<b>Salariés vacataires – Formateurs occasionnels</b>		<b>8.35</b>
<b>Total</b>		<b>25.30</b>

## Fonds associatifs et réserves

Désignation	Ouverture	Aug.	Diminution	Clôture
Fonds propres				
- Fonds de dotation	568 593			568 593
- Fonds d'investissement	130 320			130 320
- Fonds de trésorerie	99 092			99 092
Réserves	2 158 920	546 102		2 705 022
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	546 103	334 836	-546 103	334 836
Ecart de réévaluation				
<b>TOTAL</b>	<b>3 503 028</b>	<b>880 938</b>	<b>-546 103</b>	<b>3 837 863</b>

## Ressource de l'organisme

Origine des fonds	Montant N		Montant N-1	
	En Euro	En %	En Euro	En %
<b>I - Entrée concours</b>				
Etudiants (frais scolarité et de dossier)	216 938	6%	213 300	6%
Etat (FORMIRIS)	1 577 132	43%	1 585 772	45%
Pôle Emploi				
Autres organismes	56 264	2%	45 649	1%
<b>Sous-total I</b>	<b>1 850 334</b>	<b>51%</b>	<b>1 844 721</b>	<b>53%</b>
<b>II - Entrée dans l'emploi</b>				
Etat (FORMIRIS SN et IdF)	859 851	23%	840 342	24%
Etablissements	104 931	3%	70 309	2%
Autres organismes	34 282	1%	34 282	1%
<b>Sous-total II</b>	<b>999 064</b>	<b>27%</b>	<b>944 933</b>	<b>27%</b>
<b>III - Formation professionnelle</b>				
FORMIRIS	450 451	12%	384 519	11%
OPCALIA	203 981	6%	198 426	6%
Etablissements	140 993	4%	116 014	3%
<b>Sous-total III</b>	<b>795 425</b>	<b>22%</b>	<b>698 958</b>	<b>20%</b>
<b>IV - Autres produits</b>				
Divers	14 389	0%	10 665	0%
<b>Sous-total IV</b>	<b>14 389</b>	<b>0%</b>	<b>10 665</b>	<b>0%</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>3 659 211</b>	<b>100%</b>	<b>3 499 278</b>	<b>100%</b>

## Décomposition des actions par finalité

Finalité des actions	Montant N		Montant N-1	
	En Euro	En %	En Euro	En %
Diplômantes (1)	2 020 987	55%	2 052 572	59%
Perfectionnement professionnel et qualifiant	1 623 836	45%	1 436 041	41%
Insertion sociale				
<b>Sous-total I</b>	<b>3 644 823</b>	<b>100%</b>	<b>3 488 613</b>	<b>100%</b>

(1) Master & FCCE